
ENTREPRISES : PASSEZ VOS FINANCES AU VERT !



Guide à destination des entreprises pour réduire
l'impact de leurs services financiers

Juillet 2024





Illustration © guenole.fr

SOMMAIRE

COMPRENDRE L'IMPACT CLIMATIQUE DES SERVICES FINANCIERS D'UNE ENTREPRISE	4
AGIR POUR INCLURE LES SERVICES FINANCIERS DANS LA POLITIQUE D'ACHAT RESPONSABLE	8
RESSOURCES	12

Autrice :
Julie Sansoucy, chargée de
campagne engagement société
civile pour Reclaim Finance



Contributeurs :
Lara Cuvelier, chargée de
campagne investisseurs
pour Reclaim Finance

Rémi Hermant, chargé de
campagne financement
de l'énergie soutenable
pour Reclaim Finance

Ariel Le Bourdonnec, chargé
de campagne assureur
pour Reclaim Finance

Design graphique / mise en page :
Guénohé Le Gal

Crédit photo (couverture) :
Pat Whelen / Unsplash

Date de publication : juillet 2024

✉ julie.sansoucy@reclaimfinance.org

🌐 reclaimfinance.org

Les informations contenues dans ce document correspondent à une analyse à jour à la date de bouclage, au 28 juin 2024.

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

1

COMPRENDRE L'IMPACT CLIMATIQUE DES SERVICES FINANCIERS D'UNE ENTREPRISE

Le changement climatique affecte profondément le fonctionnement et la stabilité des entreprises. En 2022, Toyota en a fait l'expérience, les inondations dévastatrices survenues en Afrique du Sud ont causé d'importants dégâts à l'une de ses usines, la facture s'élève alors à un milliard de dollars¹. En France, les entreprises et leurs infrastructures ne sont pas épargnées, les coûts liés aux risques climatiques ont été multipliés par cinq depuis 2010 pour atteindre un pic de 10,6 milliards d'euros en 2022 principalement en raison des épisodes de grêle intense et d'inondations².

Or, cet accroissement des risques expose les entreprises à divers risques financiers : augmentation des défauts de paiement, baisse de la productivité lors des vagues de chaleur, actifs échoués, augmentation des primes d'assurance ou des taux directeurs. Si les conséquences du dérèglement climatique sur l'assurabilité et la valeur des actifs des entreprises sont largement connues et documentées, la responsabilité climatique de leur trésorerie, épargne salariale et assurances est souvent éludée.

Les banques, gestionnaires d'actifs et assureurs continuent de soutenir l'expansion fossile, parfois aux antipodes des projets et valeurs portées par les entreprises qui souscrivent à leurs services. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) rappelle pourtant qu'aucun nouveau projet de production de pétrole, de gaz ou de charbon ne doit être développé pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C. Par ailleurs, l'AIE souligne la nécessité de massivement accroître les financements aux alternatives aux énergies fossiles : les acteurs financiers désireux de s'engager de manière crédible en faveur de la transition doivent atteindre un ratio de 6:1 d'ici 2030 dans leurs financements au secteur énergétique³. Concrètement, pour chaque euro dédié aux énergies fossiles annuellement, six euros devront aller aux énergies soutenables⁴.



Banques & Trésorerie

La trésorerie des entreprises est majoritairement placée dans des dépôts à vue et dépôts rémunérés. Ces dépôts viennent alimenter le bilan financier de la banque et augmenter sa capacité à octroyer des crédits. Or, la plupart des banques continuent de soutenir financièrement l'expansion fossile et rares sont celles qui se sont engagées à soutenir le déploiement des énergies soutenables de manière crédible et cohérente avec ce que préconise l'AIE pour limiter le réchauffement à 1,5°C.



896 Mds €

➔ C'est le poids de la trésorerie des entreprises en France¹ ;

➔ Cela représente 4 fois les besoins de la transition énergétique dans les bâtiments, les transports et la production d'énergie en France jusqu'en 2030².



705 Mds \$

➔ C'est le financement accordé aux énergies fossiles en 2023 par les 60 plus grandes banques mondiales³.



© Chris Gallagher / Unsplash

1 « Les entreprises face aux risques physiques liés à la dérive climatique », Carbone 4, novembre 2023

2 « Les Français, la montée des risques et l'assurabilité », France Assureurs, mars 2023

3 « The Oil and Gas Industry in Net Zero Transitions », Agence internationale de l'énergie, novembre 2023

4 Pour plus de détails sur le ratio, voir l'article de Reclaim Finance : 6:1, un ratio pour transformer notre système énergétique, Reclaim Finance, février 2024

1 « La situation financière des entreprises et des ménages à fin juillet 2022 », Banque de France, Juillet 2023

2 « Les incidences économiques de l'action pour le climat », Jean Pisani-Ferry et Selma Mahfouz, 2023

3 « Banking on climate chaos », Rainforest Action Network, Banktrack, Indigenous Environmental Network, OilChange International, Sierra Club, Reclaim Finance, Urgewald, 2023



Gestionnaires d'actifs & Epargne salariale

Le marché de l'épargne salariale est très concentré : 85% de cette épargne est aux mains de 5 gestionnaires d'actifs : Amundi, Natixis IM, Crédit Mutuel AM, Axa IM et BNP Paribas AM. Or, tous continuent de réaliser de nouveaux investissements sans condition dans des entreprises qui développent de nouveaux projets de pétrole et de gaz notamment à travers les fonds d'épargne salariale.



180 Mds €

➔ C'est le montant de l'épargne salariale en France, en 2024 ;

➔ Cela représente 4 fois le budget de l'Etat en 2024 alloué à la planification écologique.



84 %

➔ C'est le pourcentage des fonds d'épargne salariale qui investissent dans des entreprises qui développent de nouveaux projets fossiles¹.



Assureurs & Primes d'assurances

Les assureurs jouent un rôle essentiel dans l'expansion fossile. En effet, ils peuvent soutenir l'expansion fossile :

- En assurant des projets de charbon, de pétrole et de gaz ;
- En investissant les primes d'assurance dans des entreprises qui développent ces projets.



40 Mds €

➔ C'est le montant des cotisations en assurance versées en 2022 par les entreprises en France¹ ;

➔ Cela représente 4 fois le montant des investissements annuels dans les énergies renouvelables en France.



21 Mds \$

➔ C'est le montant des primes provenant de l'industrie fossile touchées par les assureurs en 2022².

1 « Rapport annuel 2022 », France Assureur, décembre 2023

- 14,5 Mds d'€ cotisations de contrat collectif en assurance santé et prévoyance en 2022

- 25,6 Mds d'€ cotisations en assurance de biens et de responsabilité des professionnels en 2022

2 « Insurance Scorecard 2023 », Insure ou future, novembre 2023

2

AGIR POUR INCLURE LES SERVICES FINANCIERS DANS LA POLITIQUE D'ACHAT RESPONSABLE



© Patrick Hendry / Unsplash

En septembre 2023, 300 patrons et cadres appelaient à interdire les nouveaux projets d'exploration et d'exploitation fossile¹. Dans la même veine, les entreprises pourraient joindre la parole aux actes en se saisissant du levier financier à leur disposition pour agir face à l'urgence climatique. Pourtant, en France, si 52% des entreprises ont mis en place une politique d'achats responsables, les services financiers souscrits par les entreprises échappent souvent à cette démarche.

Les entreprises mettent déjà en concurrence les acteurs financiers sur des critères extra-financiers, elles pourraient également le faire sur des critères extra-financiers, notamment climatiques.



Deux leviers pour agir

- Inclure des critères extra financiers dans les prochains appels d'offre ;
- Suivre la performance environnementale de ses partenaires financiers à l'aide d'un questionnaire d'engagement.



Banques & Trésorerie

93% de la trésorerie des entreprises est fléchée vers des dépôts à vue ou dépôts rémunérés. Le choix des partenaires bancaires d'une entreprise joue donc un rôle non négligeable dans l'impact climatique de ses placements. Plusieurs critères climatiques relatifs à la politique de financement de la banque peuvent être utilisés :

- ✓ La banque s'engage à cesser tout service financier à de nouveaux projets fossiles ;
- ✓ La banque s'engage à cesser tout service financier à des entreprises qui développent de nouveaux projets fossiles ;
- ✓ La banque a adopté des engagements de sortie du secteur fossile et/ou des demandes de réduction de la production pour le secteur du pétrole et gaz ;
- ✓ La banque a adopté une cible de financement dédiée à la transition énergétique et en particulier à l'approvisionnement en énergie soutenable ;
- ✓ La banque s'engage à atteindre un ratio de 6:1 d'ici 2030 pour l'ensemble de ses financements au secteur de l'énergie, c'est-à-dire que six euros sont dédiés aux énergies soutenables pour chaque euro dédié aux énergies fossiles.



Gestionnaires d'actifs & Epargne salariale

Lorsqu'une entreprise met en place un plan d'épargne salariale, elle donne la possibilité aux salariés de placer leur épargne dans plusieurs fonds d'investissement préalablement sélectionnés. L'épargne est alors fléchée vers un portefeuille d'actifs constitué d'actifs financiers d'entreprises ou d'obligations d'Etats géré par un gestionnaire d'actifs. En l'absence de politique d'investissement suffisamment exigeante, les placements des salariés pourraient être investis dans des actifs financiers d'entreprises développant de nouveaux projets fossiles. Les critères climatiques peuvent à la fois porter sur les fonds d'épargne salariale et sur le gestionnaire d'actifs :

- ✓ Les fonds d'investissement sélectionnés dans le plan d'épargne salariale sont labellisés Investissement Socialement Responsable (ISR) ou Greenfin¹ ;
- ✓ Le gestionnaire d'actifs s'est engagé à ne plus réaliser de nouveaux investissements - à minima obligatoires - dans des entreprises qui développent de nouveaux projets fossiles ;
- ✓ Le gestionnaire d'actifs a une politique d'engagement et une politique de votes qui lui permet de mener un engagement actionnarial crédible et efficace² avec les entreprises du secteur fossile qu'il a en portefeuille afin de les pousser à mettre fin aux projets d'expansion fossile.

Par ailleurs, la trésorerie d'une entreprise peut également être investie dans des fonds d'investissement. Dans ce cas, les critères climatiques utilisés pour orienter ces placements sont les mêmes que dans le cas de l'épargne salariale.



Assureurs & Primes d'assurances

L'augmentation en fréquence et en intensité des événements climatiques contribue à l'augmentation des primes d'assurance. Pourtant, certains assureurs continuent d'alimenter ces événements extrêmes en assurant de nouveaux projets fossiles et en investissant les primes d'assurances qu'il collecte dans des entreprises qui développent ces nouveaux projets. Choisir un assureur qui s'engage à ne pas assurer l'expansion fossile c'est à la fois s'opposer à des pratiques incompatibles avec la limitation du réchauffement à 1,5°C et s'assurer que l'argent versé à son assureur ne contribue pas à accentuer les effets du dérèglement climatique. Les critères climatiques permettant d'apprécier l'engagement d'un assureur sont les suivants :

- ➔ L'assureur s'engage à ne pas assurer de nouveaux projets d'énergies fossiles, que ce soit du charbon, du pétrole et du gaz ;
- ➔ L'assureur, en tant que détenteur d'actifs, n'investit pas les primes qu'il collecte dans des titres financiers d'entreprises développant de nouveaux projets d'énergies fossiles et s'engage activement, en tant qu'actionnaire des sociétés du secteur de l'énergie, contre l'expansion fossile.



RESSOURCES

Pour comprendre l'impact climatique
de ses partenaires financiers



SOUTIENS FINANCIERS AU CHARBON

Base de données sur les engagements pris par 505 acteurs financiers concernant leurs soutiens financiers au charbon thermique et métallurgique.

➔ coalpolicytracker.org



SOUTIENS FINANCIERS AU PÉTROLE ET GAZ

Base de données sur les engagements pris par 441 acteurs financiers concernant leurs soutiens financiers au pétrole et au gaz.

➔ oilgaspolicytracker.org



SOUTIENS FINANCIERS AUX ÉNERGIES SOUTENABLES

Base de données sur les engagements pris par 60 banques concernant leurs soutiens financiers aux énergies soutenables.

➔ sustainabilitypolicytracker.org



REJOIGNEZ NOTRE GROUPE DE TRAVAIL

Reclaim Finance, en partenariat avec le Mouvement Impact France et le Centre des Jeunes Dirigeants, lance un groupe de travail destiné à rassembler des entreprises désireuses d'engager leur écosystème financier et de l'inciter à une transformation durable face aux enjeux climatiques. Pour rejoindre ce groupe ou obtenir plus d'informations, écrivez-nous : julie.sansoucy@reclaimfinance.org

Reclaim Finance est une association affiliée aux Amis de la Terre France fondée en 2020 et 100% dédiée aux enjeux liant finance et justice sociale et climatique. Dans le contexte d'urgence climatique et de perte de biodiversité, une des priorités de Reclaim Finance est de contribuer à l'accélération de la décarbonation des flux financiers. Reclaim Finance lance l'alerte sur les impacts de certains acteurs financiers, dénonce les pratiques les plus nocives et met son expertise au service des autorités publiques et des acteurs financiers désireux de transformer les pratiques existantes de manière à les soumettre aux impératifs écologiques.

Contact :

Julie Sansoucy, chargée de campagne engagement société civile pour Reclaim Finance
julie.sansoucy@reclaimfinance.org

 reclaimfinance.org

